

LE BORDEL ET L'ÉGLISE D'ÉTAT ...

L'heureuse *République de Genève* a vu, depuis bientôt quatre ans, revenir aux affaires les radicaux, les hommes de progrès bien compris, les amis des pauvres, des petits, etc...

Inutile de dire que si nous ne regrettons certainement pas la déchéance du parti démocratique, il n'y a d'ailleurs aucune raison pour nous réjouir du nouveau choix fait par les électeurs naïfs. Comme toujours, rien, absolument rien n'a changé; le parti radical a fait une plus large place à l'auge gouvernementale, à ses adhérents et à ses alliés socialistes, et c'est tout.

Quant aux réformes promises, la plupart ont été ajournées; mais seraient-elles réalisées complètement que le peuple n'en retirerait aucun bénéfice.

Il n'en est pas moins curieux de remarquer que ce sont les réformes les plus prônées par le parti radical et figurant depuis de longues années dans son programme, dont il est le moins question aujourd'hui.

Avec quel sourire narquois un brave paysan nous parlait, par exemple, de la défalcation de la dette hypothécaire.... Il n'y croit plus et il comprend bien d'ailleurs qu'allégé d'une part, il sera immédiatement après surchargé de l'autre. Pourquoi ne chercherait-il pas autre chose qu'un changement de gouvernement?

Parmi les causes qui ont ramené les radicaux au pouvoir, il y en a une dont l'importance a échappé à plus d'un observateur. Peut-être n'en a-t-on pas parlé par une étrange pudeur et par certains égards que nous avouons ne pas avoir.

Le parti radical avait fait sienne la cause des tenanciers de maisons publiques, des souteneurs, des bordeliers. Le maintien et la consécration officielle du bordel faisait partie de son programme de progrès.

Les abolitionnistes étant pour la plupart *mômiers*, on affirma que pour *écraser le piétisme*, il ne fallait pas toucher aux falots rouges et l'État devait assurer (on n'osait pas dire développer) ce service public. En effet, l'étatisme, aujourd'hui très en honneur, veut créer de nouveaux services publics et non pas supprimer ceux qui existent déjà.

Quelle belle journée fut le 22 mars 1896 pour le radicalisme genevois ! Tout le parti avait donné comme un seul homme, avec l'enthousiasme qu'une si grande cause pouvait lui inspirer !

Les socialistes officiellement n'étaient pas de la fête; mais un grand nombre d'entre eux y avaient participé individuellement. Nous n'en connaissons pas un seul qui ait pris publiquement place parmi les abolitionnistes. La raison donnée était qu'une loi ne pouvait rien changer aux conditions des malheureuses tombées dans la prostitution. Raison excellente, mais combien imprudente dans la bouche d'hommes qui veulent renouveler le monde à coups de lois et de décrets!

Dans cette occasion la conduite des socialistes fut absolument inexplicable; des arguments anarchistes seuls pourraient la justifier, mais alors... Soyons généreux et n'insistons pas.

Le soir, lorsque le résultat de la votation fut connu, un hideux cortège d'intéressés s'improvisa et avec plusieurs falots rouges symboliques en tête, les refrains obscènes alternant aux refrains politiques, il se dirigea vers la rédaction du *Genevois*.

Appelés par les cris et les applaudissements de ces étranges manifestants, MM. Gavard et Favon parurent à la fenêtre et prononcèrent deux petits discours, exaltant le triomphe de la Genève progressiste, la magnifique victoire du parti radical, l'écrasement du piétisme, etc...

Quelques semaines plus tard tenanciers et souteneurs, avec le fruit d'une souscription spéciale faite dans leurs maisons, offraient une garniture de cheminée au *leader* radical pour sa *belle campagne*.

Dans une petite fête intime, M. Favon remercia les donateurs et leur tint un nouveau discours sur l'union de tous les hommes de cœur pour la grande œuvre de solidarité et de justice à accomplir. Il termina en prédisant la prochaine chute du parti conservateur.

Il avait bien calculé. A la fin de la même année, dans les élections aux *Chambres fédérales*, le parti radical triomphait. Au Bâtiment électoral, le soir de l'élection Gavard, les mêmes organisateurs de la démonstration du 26 mars témoignaient leur plus bruyante joie par des sauts et des hurlements. A un moment donné, ils arrachèrent les écritaux indiquant l'ordre alphabétique des différents bureaux de vote, et après y avoir écrit en grosses lettres *W Gavard*, il se placèrent avec quelques falots rouges à la tête de la démonstration, qui se dirigea, comme toujours, vers la rédaction du *Genevois*. Reconnaissance du ventre.

Les victoires succédèrent aux victoires et le parti radical, grâce à l'appui constant des socialistes, se trouva avoir conquis la majorité dans tous les Conseils.

Pendant ce temps, les socialistes s'étaient servi de l'initiative populaire pour demander la suppression du budget des cultes et la séparation des Églises de l'État. Ils avaient eu la maladresse de ravalier cette question à une question d'assistance publique, en spécifiant que la somme ainsi économisée devrait servir à constituer une caisse pour la vieillesse. Nos bons radicaux du *Grand Conseil*, mangeurs de piétistes, auraient pu proposer au peuple la suppression pure et simple; mais il n'en firent rien. Comme pour les bordels, ils sont anti-abolitionnistes pour les Églises, et les curés et pasteurs nationaux jouissent de leur sympathie autant que les racoleurs et souteneurs non moins nationaux.

Encore une fois le peuple prononça son verdict souverain, et par la même écrasante majorité, avec laquelle il avait maintenu la prostitution officielle, il déclara vouloir garder les religions officielles.

Moins bruyants et moins généreux que les gens de bordel, les gens d'Église n'ont pas fait de manifestation et n'ont pas offert un cadeau à M. Favon. Et nous avons perdu ainsi de beaux discours.

Il n'en est pas moins certain qu'il existe un lien fraternel, une solidarité touchante, une affinité spirituelle entre électeurs, pasteurs et souteneurs, entre députés, curés et prostituées, entre hommes d'État, de Dieu et de mauvais lieux.

Luigi BERTONI.
